DASLER, Clemens, *Forst und Wildbann im frühen deutschen Reich. Die königlichen Privilegien für die Reichskirche vom 9. bis zum 12. Jahrhundert*

Nicholas Brousseau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1155>

DOI : 10.4000/ifha.1155

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Nicholas Brousseau, « DASLER, Clemens, *Forst und Wildbann im frühen deutschen Reich. Die königlichen Privilegien für die Reichskirche vom 9. bis zum 12. Jahrhundert* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2002, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1155> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1155>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

DASLER, Clemens, *Forst und Wildbann im frühen deutschen Reich. Die königlichen Privilegien für die Reichskirche vom 9. bis zum 12. Jahrhundert*

Nicholas Brousseau

- 1 Les forêts ont occupé une place importante dans l'économie et dans la société médiévales. Que ce soit comme lieu d'exercice de la chasse, activité par excellence de l'aristocratie, comme endroit d'approvisionnement en bois ou encore comme source d'inspiration pour la littérature hagiographique du haut Moyen Âge ou courtoise du Moyen Âge classique, celles-ci et, par extension, ce qu'il est convenu d'appeler le sauvage, sont omniprésents dans les sources juridiques ou narratives du Moyen Âge. La concession de forêts (Forst) et de « ban sur les bêtes sauvages » (Wildbann) fit son apparition au haut Moyen Âge, en même temps que les grandes forêts royales. Du saltus romain ouvert à tous, l'on passa progressivement à un système dans lequel les forêts faisaient l'objet d'un plus grand contrôle. Les actes des souverains mérovingiens et carolingiens ainsi que les capitulaires, dont le plus célèbre reste certainement le Capitulare de villis de la fin du VIII^e s., nous font ainsi connaître une pléiade de droits qui furent concrètement plus ou moins appliqués et qui avaient pour but de réglementer l'usage d'une partie des forêts de l'empire. De la fin du IX^e au XII^e s., les concessions de droits de forêts portèrent progressivement plus sur le gibier (Wildbann) que sur la forêt elle-même. De la fin du Xe à la fin du XI^e s., le nombre de concessions de « ban sur les bêtes sauvages » domina largement celui des autres types de droits de forêts. C'est à l'étude de ce phénomène que C.D. a consacré sa thèse de doctorat, dirigée par Hartmut Hoffmann, à l'université de Göttingen (1996).
- 2 C.D. s'est fixé comme objectif de présenter les différents cas de concessions de forêts et de « ban sur les bêtes sauvages » (Forst- und Wildbannverleihungen) à l'Église d'empire

(Reichskirche) et d'examiner les répercussions historiques de celles-ci en dépassant le strict cadre juridique et formel des actes. Pour cela, il a choisi de se limiter au royaume de Francie orientale puis à l'Empire germanique – excluant d'emblée l'Italie –, et de faire porter son étude sur près de trois cents ans d'histoire (IXe au XIIe s.). L'ouvrage se compose de deux parties et se divise en six chapitres : d'une part l'introduction et la problématique, et d'autre part une série de dossiers qui concernent des donations de forêts et de Wildbann, classées par ordre alphabétique suivant le nom des bénéficiaires. Une brève conclusion, des tableaux récapitulatifs, une liste des sources imprimées, une bibliographie ainsi qu'un bref index viennent compléter le livre. Au cours de la première partie, C.D. définit les concepts de forêt et de « ban sur les bêtes sauvages » pour ensuite tenter d'en circonscrire le contenu juridique, de déterminer quels liens unissent forêts et essarts dans les actes et enfin de voir comment ce droit a pu contribuer à la construction du pouvoir royal. La seconde partie, qui occupe les deux tiers de l'ouvrage, rassemble sous la forme d'un catalogue les divers exemples étayant la démonstration de l'auteur. Ce catalogue constitue un bon point de départ à une réflexion qui reste à mener sur le droit de « ban sur les bêtes sauvages ».

3 Nicholas BROUSSEAU